

Art. 5. Als een ambtenaar belast is met de uitoefening van een hogere functie in het Ministerie wordt voor zijn verplaatsing enkel rekening gehouden met zijn graad.

Art. 6. De overgeplaatste personeelsleden behouden de laatste onbetwiste evaluatievermelding die hen is toegewezen.

De evaluatievermelding blijft geldig tot de toewijzing van een nieuwe vermelding.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de maand van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 21 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1216

[2005/201354]

21 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation des plantes fruitières destinées à la production de fruits, des plantes ornementales, des plants de légumes et des matériels de multiplication de ces plantes, à l'exception des semences de légumes, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1999;

Vu la Directive 92/34/CEE du Conseil du 28 avril 1992 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits, modifiée par les Directives 2003/61/CE de la Commission du 18 juin 2003 et 2003/111/CE de la Commission du 26 novembre 2003;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 11 avril 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de transposer sans retard la Directive 2003/111/CE précitée dont le délai de transposition est fixé au 31 octobre 2004;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté concerne la commercialisation des matériels de multiplication des plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits dont les genres et espèces sont énumérés en annexe, ainsi qu'à leurs hybrides.

Le présent arrêté s'applique également aux porte-greffes et autres parties de plantes d'autres genres ou espèces, ou à leurs hybrides, si des matériels de l'un des genres ou espèces énumérés en annexe, ou de leurs hybrides sont ou doivent être greffés sur eux.

Le Ministre de l'Agriculture, ci-après dénommé le Ministre, peut apporter des modifications à la liste des genres et espèces figurant en annexe, conformément aux décisions prises par l'Union européenne.

Art. 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux matériels de multiplication ni aux plantes dont il est prouvé qu'ils sont destinés à l'exportation en dehors de l'Union européenne, s'ils sont correctement identifiés comme tels et suffisamment isolés.

Les mesures d'application, notamment celles concernant l'identification et l'isolement, sont fixées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

Art. 3. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment, des dispositions de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

Art. 4. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o matériels de multiplication : les semences, les parties de plantes et tout matériel de plantes, y compris les porte-greffes, destinés à la multiplication et à la production de plantes fruitières;

2^o plantes fruitières : les plantes destinées, après leur commercialisation, à être plantées ou replantées;

3^o matériels initiaux : les matériels de multiplication :

a) qui ont été produits selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété, ainsi qu'en vue de la prévention des maladies. L'identité comprend les caractéristiques pertinentes relatives à la qualité pomologique, lesquelles peuvent être établies par le Ministre conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne;

b) qui sont destinés à la production de matériels de base;

c) qui satisfont aux conditions applicables aux matériels initiaux, telles qu'elles figurent sur les fiches relatives aux espèces concernées, établies en application de l'article 5;

d) qui, lors d'une inspection officielle, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions précitées;

4° matériels de base : les matériels de multiplication :

a) qui ont été produits selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété, ainsi qu'en vue de la prévention des maladies. L'identité comprend les caractéristiques pertinentes relatives à la qualité pomologique, lesquelles peuvent être établies par le Ministre conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne. Les matériels de base doivent provenir de matériels initiaux par voie végétative, en un nombre d'étapes connu;

b) qui sont destinés à la production de matériels certifiés;

c) qui satisfont aux conditions applicables aux matériels de base, telles qu'elles figurent sur les fiches relatives aux espèces concernées, établies en application de l'article 5;

d) qui, lors d'une inspection effectuée par le Service, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions précitées;

5° matériels certifiés : les matériels de multiplication et les plantes fruitières :

a) qui ont été obtenus à partir de matériels de base par voie végétative, en un nombre d'étapes connu;

b) qui satisfont aux conditions applicables aux matériels certifiés, telles qu'elles figurent sur les fiches relatives aux espèces concernées, établies conformément à l'article 5;

c) qui, lors d'une inspection effectuée par le Service, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions précitées;

6° matériels CAC (Conformitas Agraria Communicatis) : les matériels de multiplication et les plantes fruitières qui satisfont aux conditions minimales figurant, pour cette catégorie, sur la fiche relative à l'espèce concernée établie en application de l'article 5;

7° matériels exempts de virus (v.f. = virus free) : les matériels de multiplication et les plantes fruitières :

a) qui ont fait l'objet d'essais et ont été reconnus exempts de contamination selon des méthodes scientifiques reconnues au niveau international;

b) sur lesquels une inspection en culture n'a décelé aucun symptôme de la présence de virus ou d'agents pathogènes similaires à un virus;

c) qui ont été maintenus dans des conditions garantissant l'absence de toute infection;

d) qui sont considérés comme exempts de tout virus et de tout agent pathogène similaire à un virus connu sur les espèces concernées existant dans l'Union européenne.

Les matériels qui descendent par voie végétative et en ligne directe des matériels précités en un nombre d'étapes spécifique, sur lesquels une inspection en culture n'a décelé aucun symptôme de la présence de virus ou d'agents pathogènes similaires à un virus et qui ont été produits et maintenus dans des conditions garantissant l'absence de toute infection sont également considérés comme exempts de virus. Le nombre d'étapes spécifique est indiqué sur la fiche relative à l'espèce concernée, établie en application de l'article 5;

8° matériels soumis à la détection de virus (v.t. = virus tested) : les matériels de multiplication et les plantes fruitières :

a) qui ont été soumis à des essais et reconnus exempts de contamination selon des méthodes scientifiques reconnues au niveau international;

b) sur lesquels une inspection en culture n'a décelé aucun symptôme de la présence d'un virus ou d'un agent pathogène similaire à un virus;

c) qui ont été maintenus dans des conditions garantissant l'absence de toute infection;

d) qui sont considérés comme exempts de certains virus dangereux et de certains agents pathogènes similaires à un virus connu sur les espèces concernées existant dans l'Union européenne et capables de réduire la valeur d'utilisation des matériels.

Les matériels qui descendent par voie végétative et en ligne directe des matériels précités en un nombre d'étapes spécifique, sur lesquels une inspection en culture n'a décelé aucun symptôme de la présence de virus ou d'agents pathogènes similaires à un virus et qui ont été produits et maintenus dans des conditions garantissant l'absence de toute infection sont également considérés comme ayant été soumis à la détection de virus. Le nombre d'étapes spécifique est indiqué sur la fiche relative à l'espèce concernée, établie en application de l'article 5;

9° fournisseur : toute personne physique ou morale qui exerce professionnellement au moins l'une des activités suivantes ayant trait aux matériels de multiplication ou aux plantes fruitières : reproduction, production, protection et/ou traitement et commercialisation;

10° commercialisation : maintien à disposition ou en stock, exposition ou offre à la vente, vente et/ou livraison à une autre personne, sous quelque forme que ce soit, de matériels de multiplication ou de plantes fruitières;

11° lot : un certain nombre d'éléments d'un produit unique, identifiable par l'homogénéité de sa composition et de son origine;

12° laboratoire : une entité de droit public ou privé effectuant des analyses et établissant un diagnostic correct permettant au producteur de contrôler la qualité de la production;

13° Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

14° Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 5. § 1^{er}. Pour chaque genre et espèce visé à l'annexe du présent arrêté, le Ministre établit, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne, une fiche qui comporte une référence aux conditions phytosanitaires fixées par la Directive 2000/29/CE concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté, et qui indique :

1° les conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels CAC, en ce qui concerne la qualité et l'état phytosanitaire en particulier celles relatives au procédé de multiplication appliqué, à la pureté des cultures sur pied, et, sauf dans le cas des porte-greffes dont le matériel n'appartient pas à une variété déterminée, à l'aspect variétal;

2° les conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels initiaux, les matériels de base et les matériels certifiés, relatives à la qualité, à l'état phytosanitaire, aux méthodes et aux procédures d'essais appliquées, au(x) système(s) de multiplication utilisé(s), et, sauf dans les cas des porte-greffes dont le matériel n'appartient pas à une variété déterminée, à l'aspect variétal;

3° les conditions auxquelles doivent satisfaire les porte-greffes ou espèces pour recevoir une greffe d'un matériel de multiplication du genre ou de l'espèce concerné.

§ 2. S'il est fait mention sur la fiche d'un matériel exempt de virus (v.f.) ou soumis à la détection de virus (v.t.), il convient d'y indiquer les virus et agents pathogènes apparentés concernés.

Cette disposition s'applique mutatis mutandis lorsqu'il est fait référence à une qualification concernant l'exemption ou les tests de détection d'organismes nuisibles autres que les virus et agents pathogènes apparentés.

Dans le cas de matériels visés au § 1^{er}, 1°, aucune référence n'est faite aux qualifications « v.f. » ou « v.t. » .

Dans les cas des matériels visés au § 1^{er}, 2°, une référence aux qualifications mentionnées ci-dessus est faite si cela est pertinent pour le genre ou l'espèce concerné.

Art. 6. § 1^{er}. Les fournisseurs prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des normes fixées par le présent arrêté à tous les stades de la production et de la commercialisation des matériels de multiplication et des plantes fruitières.

§ 2. Aux fins du § 1^{er}, les fournisseurs effectuent eux-mêmes, ou font effectuer par un fournisseur agréé ou par le Service, des contrôles reposant sur les principes suivants :

1° identification des points critiques de leur processus de production sur la base des méthodes de production utilisées;

2° élaboration et mise en oeuvre de méthodes de surveillance et de contrôle des points critiques visés au 1°;

3° prélèvement d'échantillons à analyser dans un laboratoire agréé par le Ministre, destinés à vérifier le respect des normes fixées par le présent arrêté;

4° enregistrement par écrit, ou par un autre moyen de conservation durable, des données visées aux 1°, 2° et 3°, et tenue d'un registre de la production et de la commercialisation des matériels de reproduction et des plantes fruitières. Ce registre est à tenir à la disposition du Service.

Ces documents et registres devront être conservés pendant une période d'au moins trois ans.

Toutefois, les fournisseurs dont l'activité dans ce domaine se limite à la simple distribution de matériels de multiplication et de plantes fruitières produits et emballés en dehors de leur établissement sont seulement tenus de tenir un registre ou de garder des traces durables des opérations d'achat et de vente et/ou de livraison de matériels de multiplications et de plantes fruitières.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux fournisseurs dont l'activité dans ce domaine se limite à la livraison de petites quantités à des consommateurs finals non professionnels.

§ 3. Si les résultats de leurs propres contrôles ou les informations dont disposent les fournisseurs visés au § 1^{er} révèlent la présence, dans une quantité supérieure à celle normalement escomptée pour satisfaire aux normes, des organismes spécifiés sur les fiches établies conformément à l'article 5, ces fournisseurs en informent immédiatement le Service et prennent les mesures que ce dernier leur indique ou toute autre mesure nécessaire pour réduire le risque d'une dissémination des organismes nuisibles en question. Les fournisseurs tiennent un registre de toutes les apparitions d'organismes nuisibles dans leurs locaux et de toutes les mesures prises à ce sujet.

§ 4. Les modalités d'application du § 2, alinéa 2, sont arrêtées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

Art. 7. § 1^{er}. Le Service accorde l'agrément aux fournisseurs après avoir constaté que leurs méthodes de production et leurs établissements répondent aux prescriptions du présent arrêté en ce qui concerne la nature des activités qu'ils exercent. Si un fournisseur décide d'exercer des activités autres que celles pour lesquelles il a été agréé, l'agrément doit être renouvelé.

§ 2. Le Service accorde l'agrément aux laboratoires après avoir constaté que ces laboratoires, leurs méthodes, leurs établissements et leur personnel répondent aux prescriptions du présent arrêté. Ces prescriptions sont précisées par le Ministre compte tenu des activités de contrôle exercées par ces laboratoires et conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne. Si un laboratoire décide d'exercer des activités autres que celles pour lesquelles il a été agréé, l'agrément doit être renouvelé.

§ 3. Si les prescriptions visées au § 1^{er} et au § 2 ne sont plus respectées, le Service prend les mesures nécessaires et peut retirer, éventuellement temporairement, en tout ou en partie, l'agrément. A cette fin, il tient particulièrement compte des conclusions de tout contrôle éventuellement effectué par les experts de la Commission européenne.

§ 4. La surveillance et le contrôle des fournisseurs, des établissements et des laboratoires sont effectués régulièrement par le Service, ou sous sa responsabilité. Le Service doit, à tout moment, avoir librement accès à tous les locaux des établissements pour assurer le respect des prescriptions du présent arrêté. Les modalités d'application relatives à la surveillance et au contrôle sont arrêtées, si nécessaire, par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne. Si cette surveillance et ce contrôle font apparaître que les prescriptions du présent arrêté ne sont pas respectées, le Service prend les mesures appropriées.

Art. 8. § 1^{er}. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières ne peuvent être commercialisés que par des fournisseurs agréés et à condition de satisfaire au moins aux exigences formulées pour les matériels Conformitas Agraria Communitatis (CAC) sur les fiches visées à l'article 5.

§ 2. Les matériels initiaux, les matériels de base et les matériels certifiés ne peuvent être certifiés que s'ils appartiennent à une variété visée à l'article 10, § 2, 1^o et s'ils satisfont aux exigences formulées pour la catégorie concernée sur la fiche visée à l'article 5. La catégorie doit être indiquée dans le document officiel visé à l'article 12.

En ce qui concerne l'aspect variétal, une exemption peut être prévue sur les fiches à établir conformément à l'article 5 pour les porte-greffes dont le matériel n'appartient pas à une variété.

Art. 9. L'article 8 ne s'applique pas aux matériels de multiplication et aux plantes fruitières destinés :

- a) à des essais ou à des fins scientifiques, ou
- b) à des travaux de sélection, ou
- c) à des mesures visant la conservation de la diversité génétique.

Les modalités d'application des points a), b) et c) sont arrêtées, si nécessaire, par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

Art. 10. § 1^{er}. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont commercialisés avec une mention de la variété à laquelle ils appartiennent. Si, dans le cas de porte-greffes, le matériel n'appartient pas à une variété, il est fait référence à l'espèce ou à l'hybride interspécifique concerné.

§ 2. Les variétés auxquelles il est fait référence conformément au § 1^{er} doivent être :

1^o soit de connaissance commune, à savoir protégées conformément à des dispositions concernant la protection des obtentions végétales ou enregistrées officiellement sur une base volontaire ou autre;

2^o soit inscrites sur des listes tenues par les fournisseurs, avec leurs descriptions détaillées et les dénominations s'y référant. Ces listes doivent être accessibles, sur demande, au Service.

Chaque variété doit être décrite et avoir, dans la mesure du possible, la même dénomination dans tous les Etats membres, conformément à des lignes directrices internationales acceptées.

§ 3. Les variétés, y compris les variétés commercialisées sur le territoire belge avant 1993, peuvent être enregistrées officiellement si elles ont été jugées conformes à certaines conditions approuvées officiellement et si elles ont une description officielle. Les variétés commercialisées sur le territoire belge avant 1993 sont aussi enregistrées officiellement, si, avant le 30 juin 2000, elles ont été confirmées selon la procédure établie par la Directive 92/34/CEE du Conseil, avec une description détaillée si elles ont été enregistrées dans au moins deux Etats membres de l'Union européenne.

§ 4. Sauf lorsque l'aspect variétal est mentionné explicitement sur la fiche visée à l'article 5, les paragraphes 1^{er} et 2 ne comportent pour le Service aucune responsabilité supplémentaire.

§ 5. Les conditions d'obtention de l'enregistrement officiel visé au § 2, 1^o, sont fixées selon la procédure arrêtée par le Ministre conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne, à la lumière des connaissances scientifiques et techniques du moment, et comprennent :

1^o les conditions de l'admission officielle, qui peuvent porter, en particulier, sur la distinction, la stabilité et une homogénéité suffisante;

2^o les caractères sur lesquels doivent au moins porter les examens pour les différentes espèces;

3^o les conditions minimales concernant l'exécution des examens;

4^o la durée de validité maximale de l'admission officielle d'une variété.

§ 6. Le Ministre établit une liste des variétés enregistrées officiellement.

Art. 11. § 1^{er}. Durant la végétation, ainsi que lors de l'arrachage ou du prélèvement des greffons sur le matériel parental, les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont maintenus en lots séparés.

§ 2. Si des matériels de multiplication ou des plantes fruitières d'origines différentes sont assemblés ou mélangés lors de l'emballage, du stockage, du transport ou de la livraison, le fournisseur consigne sur un registre la composition du lot et l'origine de ses différents composants.

§ 3. Le Service veille au respect des prescriptions des paragraphes 1^{er} et 2 en procédant à des inspections officielles.

Art. 12. Sans préjudice de l'article 11, § 2, les matériels de multiplication et les plantes fruitières ne sont commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes et s'ils sont :

1^o qualifiés comme matériel "CAC" et accompagnés d'un document émis par le fournisseur conformément aux conditions indiquées sur la fiche visée à l'article 5. Si une déclaration officielle figure sur ce document, elle doit être clairement distincte de tous les autres éléments contenus dans ce document,

ou

2^o qualifiés comme matériels initiaux, matériels de base ou matériels certifiés, et certifiés comme tels par le Service conformément aux conditions indiquées sur la fiche visée à l'article 5.

Des prescriptions relatives aux opérations d'étiquetage et/ou de fermeture et d'emballage des matériels de multiplication et/ou des plantes fruitières sont indiquées sur la fiche visée à l'article 5.

En cas de fourniture par le détaillant, à un consommateur final non professionnel, de matériels de multiplication et de plantes fruitières, les prescriptions en matière d'étiquetage peuvent être réduites à une information appropriée sur le produit.

Art. 13. Le Service peut dispenser :

1^o de l'application de l'article 12, les petits producteurs dont la totalité de la production et de la vente de matériels de multiplication et de plantes fruitières est destinée, pour un usage final, à des personnes sur le marché local qui ne sont pas engagées professionnellement dans la production de végétaux (circulation locale);

2^o des contrôles et de l'inspection officielle visés à l'article 17, la circulation locale de matériels de multiplication et de plantes fruitières produits par des personnes ainsi exemptées.

Des modalités d'application relatives à d'autres exigences concernant les dispenses visées aux 1^o et 2^o, en particulier pour ce qui concerne les notions de "petits producteurs" et de "marché local", et aux procédures qui s'y réfèrent, sont arrêtées par le Ministre conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

Art. 14. En cas de difficultés passagères d'approvisionnement en matériels de multiplication ou en plantes fruitières satisfaisant aux exigences du présent arrêté, des mesures visant à soumettre la commercialisation de ces produits à des exigences moins strictes peuvent être adoptées, selon la procédure arrêtée par le Ministre conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

Art. 15. Aussi longtemps que l'Union européenne n'aura pas pris de décision en la matière, le Ministre décide si les matériels de multiplication et les plantes fruitières produits en dehors de l'Union européenne et présentant les mêmes garanties en ce qui concerne les obligations du fournisseur, l'identité, les caractères, les aspects phytosanitaires, le milieu de culture, l'emballage, les modalités d'inspection, le marquage et la fermeture, sont équivalents, sur tous ces points, aux matériels produits dans l'Union européenne et sont conformes aux prescriptions et conditions énoncées par le présent arrêté.

Art. 16. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont inspectés officiellement au cours de leur production et de leur commercialisation afin d'établir que les prescriptions et les conditions énoncées dans le présent arrêté ont été respectées. Les matériels CAC font l'objet d'un contrôle par sondage; les matériels initiaux, de base et certifiés font l'objet d'un contrôle systématique.

Art. 17. Les modalités d'application relatives aux contrôles prévus à l'article 6 et aux inspections officielles prévues aux articles 11 et 16, y compris les méthodes d'échantillonnage, sont arrêtées par le Ministre, pour autant que de besoin et conformément aux modalités d'application déterminées par l'Union européenne.

Art. 18. § 1^{er}. S'il est constaté, lors de la surveillance et du contrôle prévus à l'article 7, § 4, de l'inspection officielle prévue à l'article 16 ou des essais prévus à l'article 19, que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières commercialisés ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, le Service prend toute mesure appropriée pour que la conformité à ces prescriptions soit assurée ou, si cela n'est pas possible, pour que la commercialisation des matériels de multiplication ou des plantes fruitières non conformes soit interdite dans la Communauté.

§ 2. S'il est constaté que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières commercialisés par un fournisseur ne sont pas conformes aux prescriptions et aux conditions énoncées dans le présent arrêté, le Service veille à ce que des mesures appropriées soient prises à l'encontre de ce fournisseur. S'il est interdit à ce fournisseur de commercialiser des matériels de multiplication et des plantes fruitières, le Service en informe la Commission et les organismes des Etats membres qui sont compétents au niveau national.

§ 3. Toute mesure prise en application du § 2 est levée dès qu'il est établi avec une certitude suffisante que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières destinés à la commercialisation par le fournisseur seront, à l'avenir, conformes aux prescriptions et conditions énoncées dans le présent arrêté.

Art. 19. Le Service effectue des essais ou des analyses sur des échantillons afin de vérifier que les matériels de multiplication de plantes fruitières satisfont aux exigences et aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 20. § 1^{er}. Le Ministre établit les modalités du contrôle des matériels de reproduction et des plantes fruitières produits sur le territoire de la Région wallonne et destinés à la commercialisation, et veille à l'application des prescriptions du présent arrêté.

§ 2. Le Ministre peut déléguer les tâches visées par le présent arrêté, à accomplir sous l'autorité et le contrôle du Service, à toute personne morale, de droit public ou privé, qui en vertu de ses statuts officiellement agréés, est chargée exclusivement de tâches d'intérêt public spécifiques, à condition que cette personne morale et ses membres ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'ils prennent. En cas de délégation du contrôle, le règlement de contrôle doit recevoir l'aval du Service.

§ 3. S'il est constaté, lors d'une inspection officielle, que des matériels de multiplication et des plantes ne peuvent être commercialisés parce qu'ils ne remplissent pas une condition visée par le présent arrêté, le Service prend les mesures officielles appropriées.

Art. 21. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région Wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 22. Dans l'arrêté royal du 15 mai 1995 concernant la commercialisation des plantes fruitières destinées à la production de fruits, des plantes ornementales, des plants de légumes, et des matériels de multiplication de ces plantes à l'exception des semences de légumes, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1^{er}, § 1^{er} : le premier tiret est abrogé;

2^o à l'article 3, a) : les mots "de plantes fruitières" sont supprimés;

3^o à l'article 3, b) : les mots "fruitière ou" sont supprimés;

4^o à l'article 3 : les points b), d), e), f), g), i) et j) sont abrogés;

5^o à l'article 4 : le § 1^{er} est abrogé;

6^o à l'article 5, § 2, alinéa 2, 1^{re} phrase : les mots "trois ans (plantes fruitières) et" sont supprimés;

7^o à l'article 7 : le § 1^{er} est abrogé;

8^o à l'article 9 : le 1^o du § 1^{er}, le 1^{er} alinéa du § 2, le 1^o du § 3 et le § 5 sont abrogés;

- 9° à l'article 11 : le § 1^{er} est abrogé; au § 3, 1^{er} alinéa, 1^{re} phrase : le mot "fruitières" est supprimé;
 10° à l'article 15 : le nombre "1" est supprimé;
 11° à l'article 17 : la dernière phrase est supprimée;
 12° l'annexe 1^{re} est abrogée.

Art. 23. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 avril 2005.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
 B. LUTGEN

ANNEXE

Liste des genres et espèces auxquels s'applique le présent arrêté :

Castanea sativa Mill.
 Citrus L.
 Corylus avellana L.
 Cydonia oblonga Mill.
 Ficus carica L.
 Fortunella Swingle
 Fragaria L.
 Juglans regia L.
 Malus Mill.
 Olea europaea L.
 Pistacia vera L.
 Poncirus Raf.
 Prunus amygdalus Batsch
 Prunus armeniaca L. Prunus avium (L.) L.
 Prunus cerasus L.
 Prunus domestica L.
 Prunus persica (L.) Batsch
 Prunus salicina Lindley
 Pyrus L.
 Ribes L.
 Rubus L.
 Vaccinium L.

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

Namur, le 21 avril 2005.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
 B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1216

[2005/201354]

21. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1995 über das Inverkehrbringen von Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung, von Zierpflanzen, von Gemüsesetzlingen und von Vermehrungsmaterialien dieser Pflanzen, mit Ausnahme der Gemüsesaatgüter, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 1999;

Aufgrund der Richtlinie 92/34/EWG des Rates vom 28. April 1992 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung, abgeändert durch die Richtlinien 2003/61/EG der Kommission vom 18. Juni 2003 und 2003/111/EG der Kommission vom 26. November 2003;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 11. April 2005;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der Richtlinie 2003/111/EG umzusetzen, insofern die Frist für die besagte Umsetzung auf den 31. Oktober 2004 festgelegt worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass betrifft das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung, deren Gattungen und Arten in der Anlage II aufgeführt sind, sowie deren Hybriden.

Der vorliegende Erlass gilt auch für Unterlagen und andere Pflanzenteile von anderen Gattungen oder Arten oder deren Hybriden, wenn sie Edelreiser der in der Anlage aufgeführten Gattungen oder Arten oder von deren Hybriden tragen oder tragen sollen.

Der hierunter "der Minister" genannte Minister der Landwirtschaft darf die Liste der in der Anlage aufgeführten Gattungen und Arten gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen abändern.

Art. 2. Der vorliegende Erlass gilt nicht für Vermehrungsmaterial und Pflanzen, die nachweislich dazu bestimmt sind, außerhalb der Europäischen Union ausgeführt zu werden, und eindeutig als solche gekennzeichnet und hinreichend abgedockt sind.

Die Durchführungsmaßnahmen, insbesondere über die Kennzeichnung und Absonderung, werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen beschlossen.

Art. 3. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1994 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

Art. 4. Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° Vermehrungsmaterial: Saatgut, Pflanzenteile und jegliches Pflanzenmaterial einschließlich der Unterlagen zur Vermehrung und Erzeugung von Pflanzen von Obstarten;

2° Pflanzen von Obstarten: Pflanzen, die nach dem Inverkehrbringen gepflanzt oder aufgepflanzt werden sollen;

3° Vorstufenmaterial: Vermehrungsmaterial,

a) das nach allgemein anerkannten Verfahren im Hinblick auf die Erhaltung der Sortenechtheit sowie im Hinblick auf die Verhütung von Pflanzenkrankheiten gewonnen wurde. Die Echtheit umfasst die einschlägigen Merkmale des pomologischen Wertes, die vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt werden können.

b) das zur Erzeugung von Basismaterial bestimmt ist,

c) das die Anforderungen an Vorstufenmaterial gemäß der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 erfüllt und

d) das bei einer amtlichen Prüfung als die vorstehenden Anforderungen erfüllendes Vermehrungsmaterial anerkannt wurde;

4° Basismaterial: Vermehrungsmaterial,

a) das nach allgemein anerkannten Verfahren im Hinblick auf die Erhaltung der Sortenechtheit sowie im Hinblick auf die Verhütung von Pflanzenkrankheiten gewonnen wurde. Die Echtheit umfasst die einschlägigen Merkmale des pomologischen Wertes, die vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt werden können. Das Basismaterial muss in einer begrenzten Anzahl von Stufen vegetativ aus Vorstufenmaterial gewonnen werden.

b) das zur Erzeugung von zertifiziertem Material bestimmt ist,

c) das die Anforderungen an das Basismaterial gemäß der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 erfüllt und

d) das bei einer durch die Dienststelle vorgenommenen Prüfung als die vorgenannten Anforderungen erfüllendes Vermehrungsmaterial anerkannt wurde;

5° zertifiziertes Material: Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten,

a) die unmittelbar oder in einer begrenzten Anzahl von Stufen vegetativ aus Basismaterial gewonnen wurden;

b) die die Anforderungen an zertifiziertes Material gemäß der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 erfüllen,

c) die bei einer durch die Dienststelle vorgenommenen Prüfung als die vorgenannten Anforderungen erfüllendes Vermehrungsmaterial anerkannt wurden;

6° CAC (Conformitas Agraria Communitatis)-Material: Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die die Mindestanforderungen für diese Kategorie gemäß der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 erfüllen;

7° virusfreies Material ("vf"): = virus free): Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten:

a) die nach international anerkannten wissenschaftlichen Verfahren geprüft und als infektionsfrei befunden wurden;

b) die sich in der Vegetationsprüfung als frei von Symptomen von Viren oder virusartigen Schaderregern erwiesen haben;

c) unter Bedingungen, die die Infektionsfreiheit sicherstellen, erhalten wurden;

d) als frei von allen Viren und virusartigen Schaderregern befunden wird, die in der Europäischen Union bei der betreffenden Art endemisch sind.

Als virusfrei gilt ferner Material, das vegetativ unmittelbar von solchem Material in einer spezifischen Anzahl von Stufen gewonnen wurde, sich in der Vegetationsprüfung als frei von Symptomen von Viren oder virusartigen Schaderregern erwiesen hat und unter Bedingungen, die die Infektionsfreiheit sicherstellen, erzeugt und erhalten wurde. Die spezifische Anzahl von Stufen wird in der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 festgelegt.

8° virusgetestetes Material ("vt"): Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten:

a) die nach international anerkannten wissenschaftlichen Verfahren geprüft und als infektionsfrei befunden wurden;

b) die sich in der Vegetationsprüfung als frei von Symptomen von Viren oder virusartigen Schaderregern erwiesen haben;

c) unter Bedingungen, die die Infektionsfreiheit sicherstellen, erhalten wurden;

d) als frei von bestimmten gefährlichen Viren und virusartigen Schaderregern befunden wird, die in der Europäischen Union bei der betreffenden Art endemisch und geeignet sind, den Wert des Materials zu mindern.

Als virusgetestet gilt ferner Material, das vegetativ unmittelbar von solchem Material in einer spezifischen Anzahl von Stufen gewonnen wurde, sich in der Vegetationsprüfung als frei von Symptomen von Viren und virusartigen Schaderregern erwiesen hat und unter Bedingungen, die die Infektionsfreiheit sicherstellen, erzeugt und erhalten wurde. Die spezifische Anzahl von Stufen wird in der betreffenden Artentabelle nach Artikel 5 festgelegt;

9° Versorger: jegliche natürliche oder juristische Person, die in bezug auf Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten berufsmäßig zumindest eine der folgenden Tätigkeiten ausführt: Reproduktion, Erzeugung, Erhaltung und/oder Behandlung und Inverkehrbringen;

10° Inverkehrbringen: Bereithaltung oder Lagerhaltung, Ausstellung oder Angebot zum Verkauf, Verkauf oder Lieferung von Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten in irgendeiner Form an eine andere Person;

11° Partie: eine bestimmte Stückzahl ein und derselben Ware, die in Bezug auf Zusammensetzung und Ursprung homogen ist;

12° Labor: eine öffentliche oder private Einrichtung zur Analyse und zuverlässigen Diagnose, die dem Erzeuger die Qualitätsüberwachung der Erzeugung ermöglicht;

13° Minister: der Minister der Landwirtschaft;

14° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 5 - § 1. Für jede in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführte Gattung oder Art stellt der Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen eine Tabelle auf, die einen Hinweis auf die in der Richtlinie 2000/29/EG über Maßnahmen zum Schutz der Gemeinschaft gegen die Einschleppung und Ausbreitung von Schadorganismen der Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse festgelegten pflanzengesundheitlichen Anforderungen und Bedingungen enthält und folgendes angibt:

1° die Bedingungen, denen CAC-Material hinsichtlich der Qualität und der Pflanzengesundheit entsprechen muss, insbesondere im Zusammenhang mit dem angewandten Vermehrungssystem, der Reinheit der Aufwüchse und - außer bei Unterlagen, deren Material keiner Sorte angehört - dem Sortenaspekt,

2° die Bedingungen, denen Vorstufenmaterial, Basismaterial und zertifiziertes Material entsprechen muss, und zwar hinsichtlich der Qualität, der Pflanzengesundheit, der angewandten Prüfverfahren, des/der angewandten Vermehrungssystems/-systeme und - außer bei Unterlagen, deren Material keiner Sorte angehört - des Sortenaspekts;

3° die Bedingungen, denen gattungs- oder artfremde Unterlagen entsprechen müssen, um Edelreiser der betreffenden Gattungen oder Arten zu tragen.

§ 2. Wird in der Tabelle auf das Merkmal "virusfrei" ("vf") und "virusgetestet" ("vt") verwiesen, so sind die betreffenden Viren und virusartigen Schaderreger in diese Tabelle aufzunehmen.

Diese Bestimmung gilt sinngemäß bei einem Hinweis auf eine qualitätsmäßige Einstufung bezüglich des Merkmals "frei von anderen Schadorganismen als Viren und virusartigen Schaderregern" oder den Prüfungen zur Ermittlung dieser Schadorganismen.

Bei dem in § 1, 1° genannten Material wird nicht auf die Merkmale ("vf") und ("vt") hingewiesen.

Bei dem in § 1, 2° genannten Material wird in den Fällen auf die obigen qualitätsmäßigen Einstufungen verwiesen, wo dies für die betreffende Gattung oder Art relevant ist.

Art. 6 - § 1. Die Versorger ergreifen alle notwendigen Maßnahmen, so dass den Spezifikationen dieses Erlasses auf allen Ebenen der Erzeugung und des Inverkehrbringens von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten entsprochen wird.

§ 2. Zum Zwecke von § 1 führt der Versorger, und zwar entweder selbst oder durch einen zugelassenen Versorger oder die Dienststelle, Überprüfungen durch, die von folgenden Grundsätzen ausgehen:

1° Ermittlung kritischer Punkte im Erzeugungsprozess auf der Grundlage der verwendeten Erzeugungsverfahren

2° Ein- und Durchführung von Methoden zur Überwachung und Überprüfung kritischer Punkte im Sinne von § 1;

3° Probenahme zwecks Analyse in einem durch den Minister zugelassenen Labor zur Überprüfung der Übereinstimmung mit den Vorschriften dieses Erlasses;

4° die Ergebnisse gemäß Punkten 1°, 2° und 3° werden in Unterlagen schriftlich oder in anderer Form dauerhaft festgehalten, und es wird über die Erzeugung und das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten Buch geführt. Dieses Buch muss der Dienststelle zur Verfügung stehen.

Diese Unterlagen und Bücher werden über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren aufbewahrt.

Versorger, deren Tätigkeit in diesem Zusammenhang sich auf den reinen Vertrieb von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten beschränkt, die nicht im eigenen Betrieb erzeugt und verpackt wurden, brauchen indessen nur den Kauf und den Verkauf und/oder die Lieferung dieser Erzeugnisse schriftlich oder in anderer Form dauerhaft in Unterlagen festzuhalten.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen gelten nicht für Versorger, deren Tätigkeit in diesem Bereich sich auf die Lieferung kleiner Mengen an nicht gewerbliche Endverbraucher beschränkt.

§ 3. Ergeben eigene Prüfungen oder dem Versorger nach § 1 zur Verfügung stehende Informationen, dass, in größerer Menge als normalerweise zur Erfüllung der Normen angenommen wird, Schadorganismen, die in den Tabellen nach Artikel 5 genannt sind, aufgetreten sind, so unterrichtet der Versorger die Dienststelle unverzüglich davon und führt die von der Dienststelle angegebenen Maßnahmen oder jede sonstige Maßnahme durch, die erforderlich ist, um die Gefahr einer Ausbreitung der betreffenden Schadorganismen zu verringern. Der Versorger führt Buch über jegliches Auftreten von Schadorganismen in seinem Betrieb und über alle im Zusammenhang damit getroffenen Maßnahmen.

§ 4. Die Durchführungsbestimmungen zu § 2, Absatz 2 werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt.

Art. 7 - § 1. Ein Versorger wird von der Dienststelle zugelassen, wenn festgestellt wurde, dass seine Erzeugungsverfahren und sein Betrieb den Anforderungen dieses Erlasses hinsichtlich der Art der von ihm durchgeführten Tätigkeiten entspricht. Die Zulassung ist zu erneuern, wenn ein Versorger beschließt, andere als diejenigen Tätigkeiten durchzuführen, für die er zugelassen wurde.

§ 2. Die Dienststelle erteilt einem Labor eine Zulassung, wenn nachgeprüft wurde, dass das Labor, die Verfahren, die Einrichtungen und das Personal den Anforderungen dieses Erlasses entsprechen. Diese Anforderungen werden vom Minister unter Berücksichtigung der durch das Labor durchgeführten Testtätigkeiten und gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Die Zulassung ist zu erneuern, wenn ein Versorger beschließt, andere als diejenigen Tätigkeiten durchzuführen, für die er zugelassen wurde.

§ 3. Die Dienststelle ergreift die notwendigen Maßnahmen, sobald den in §§ 1 und 2 bezeichneten Anforderungen nicht mehr entsprochen wird, und kann ggf. die Zulassung ganz oder teilweise zeitweilig entziehen. Zu diesem Zweck berücksichtigt sie insbesondere die Ergebnisse etwaiger durch die Sachverständigen der Europäischen Kommission durchgeführten Überprüfungen.

§ 4. Die Überwachung und Überprüfung von Versorgern, Einrichtungen und Laboratorien erfolgt regelmäßig durch die oder unter der Verantwortung der Dienststelle. Diese Dienststelle muss jederzeit freien Zutritt zu allen Teilen der Einrichtungen haben, um die Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sicherzustellen. Die Durchführungsbestimmungen für die Überwachung und Überprüfung werden wenn nötig vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Ergeben die Überwachung und die Überprüfung, dass die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht eingehalten werden, so wird die Dienststelle entsprechend tätig.

Art. 8 - § 1. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten dürfen nur von zugelassenen Versorgern und nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn sie mindestens den Anforderungen für "Conformitas Agraria Communitatis" (CAC)-Material entsprechen, die in der Tabelle nach Artikel 5 festgelegt sind.

§ 2. Vorstufenmaterial, Basismaterial und zertifiziertes Material wird nur dann zertifiziert, wenn es einer der in Artikel 10, § 2, Punkt 1° genannten Sorten angehört und den für die betreffende Kategorie in der Tabelle nach Artikel 5 genannten Anforderungen entspricht. Die Kategorie wird in dem in Artikel 12 genannten amtlichen Dokument aufgeführt.

Was den Sortenaspekt anbelangt, so kann bei den gemäß Artikel 5 zu erstellenden Artentabellen eine Ausnahme für die Unterlagen vorgesehen werden, deren Material keiner Sorte angehört.

Art. 9 - Artikel 8 findet keine Anwendung auf Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die bestimmt sind:

- a) für Tests oder wissenschaftliche Zwecke oder
- b) für Zuchtzwecke oder
- c) für Maßnahmen zur Erhaltung der Artenvielfalt.

Die Durchführungsbestimmungen für die Punkte a), b) und c) werden wenn nötig vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt.

Art. 10 - § 1. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten werden mit einem Hinweis auf die Sorte, der sie angehören, in den Verkehr gebracht. Soweit das Material im Falle von Unterlagen keiner Sorte angehört, ist auf die betreffende Art oder die betreffende interspezifische Hybride zu verweisen.

§ 2. Die gemäß § 1 genannten Sorten müssen:

1° entweder allgemein bekannt und durch die Bestimmungen des Sortenschutzes geschützt bzw. auf freiwilliger Basis oder auf eine andere Weise amtlich eingetragen sein;

2° oder in den von den Versorgern geführten Listen mit ihren Beschreibungen und entsprechenden Bezeichnungen aufgeführt sein. Diese Listen müssen auf Verlangen für die Dienststelle zugänglich sein.

Jede Sorte muss beschrieben sein und möglichst in allen Mitgliedstaaten entsprechend den international angenommenen Leitlinien dieselbe Bezeichnung tragen.

§ 3. Die Sorten, einschließlich der vor 1993 auf dem belgischen Gebiet in den Verkehr gebrachten Sorten, gelten auch als amtlich eingetragen, wenn befunden wurde, dass sie bestimmte, amtlich genehmigte Bedingungen erfüllen, und wenn eine entsprechende amtliche Beschreibung vorliegt. Die vor 1993 auf dem belgischen Gebiet in den Verkehr gebrachten Sorten können ferner amtlich eingetragen werden, wenn sie vor dem 30. Juni 2000 nach dem durch die Richtlinie 92/34/EWG des Rates festgelegten Verfahren bestätigt wurden, gemeinsam mit einer detaillierten Beschreibung, wenn sie in mindestens zwei Mitgliedstaaten der Europäischen Union amtlich eingetragen wurden.

§ 4. Wird die Sorte nicht ausdrücklich in den Tabellen nach Artikel 5 erwähnt, so ergeben sich aus den §§ 1 und 2 für die Dienststelle keine zusätzlichen Verpflichtungen.

§ 5. Für die in § 2, Punkt 1° genannte amtliche Eintragung sind nach dem vom Minister gemäß dem durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegten Verfahren nach dem neuesten Stand von Wissenschaft und Technik folgende Anforderungen festzulegen:

1° die amtlichen Zulassungsvoraussetzungen; sie umfassen insbesondere die Kriterien Unterscheidbarkeit, Beständigkeit und hinreichende Homogenität;

2° die bei der Prüfung der jeweiligen Sorte mindestens zu erfassenden Merkmale;

3° die Prüfungsmindestanforderungen;

4° die Höchstdauer der amtlichen Sortenzulassung.

§ 6. Der Minister stellt eine Liste der amtlich eingetragenen Sorten auf.

Art. 11 - § 1. Bei Anzucht, Aufzucht, Ernte oder Entnahme vom Elternmaterial sind Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten partieweise getrennt zu halten.

§ 2. Werden Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten unterschiedlichen Ursprungs bei Verpackung, Lagerung, Beförderung oder Lieferung zusammengebracht oder vermischt, so führt der Versorger folgendes Buch über die Zusammensetzung der Sendung und den Ursprung der einzelnen Bestandteile.

§ 3. Die Dienststelle gewährleistet die Einhaltung der §§ 1 und 2 durch amtliche Prüfungen.

Art. 12 - Unbeschadet des Artikels 11, § 2 dürfen Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten nur in ausreichend homogenen Partien und nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn sie:

1° als CAC-Material eingestuft werden und von einem Dokument begleitet sind, das der Versorger gemäß den Bedingungen der Tabelle nach Artikel 5 erstellt. Enthält dieses Dokument eine amtliche Erklärung, so ist diese deutlich von dem restlichen Inhalt des Dokuments zu trennen;

oder

2° als Vorstufenmaterial, Basismaterial oder zertifiziertes Material eingestuft und als solches von der Dienststelle nach Maßgabe der Tabelle nach Artikel 5 zertifiziert worden sind.

Auflagen für Vermehrungsmaterial und/oder Pflanzen von Obstarten hinsichtlich der Kennzeichnung und/oder Plombierung und Verpackung werden in der Tabelle des Artikels 5 aufgeführt.

Bei Einzelhandelslieferung von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten an einen nicht gewerblichen Endverbraucher können Etikettierungsvorschriften auf die angemessene Produktinformation beschränkt werden.

Art. 13 - Die Dienststelle kann folgende Befreiungen vorsehen:

1° Kleinerzeuger, bei denen Erzeugung und Verkauf von Vermehrungsmaterial und von Pflanzen von Obstarten in vollem Umfang für den nicht berufsmäßig in der Pflanzenproduktion tätigen Endverbraucher auf dem örtlichen Markt bestimmt sind (örtlicher Warenverkehr), können von der Anwendung von Artikel 12 ausgenommen werden.

2° Beim lokalen Warenverkehr mit Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die von den gemäß dem Punkt 1 ausgenommenen Personen hergestellt worden sind, können die Kontrollen und die amtlichen Prüfungen gemäß Artikel 17 entfallen.

Durchführungsvorschriften mit weiteren Anforderungen zu den in den Punkten 1° und 2° genannten Ausnahmen, insbesondere bezüglich der Begriffe "Kleinerzeuger" und "örtlicher Markt", sowie zu den entsprechenden Verfahren werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen erlassen.

Art. 14 - Für den Fall vorübergehender Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entsprechen, können nach dem vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen bestimmten Verfahren Vorschriften über weniger strenge Qualitätsanforderungen für das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten erlassen werden.

Art. 15 - Solange die Europäische Union keinen entsprechenden Beschluss getroffen hat, entscheidet der Minister, ob das Vermehrungsmaterial und die Pflanzen von Obstarten, die außerhalb der Europäischen Union erzeugt werden, die hinsichtlich der Versorgerauflagen, der Echtheit, der Merkmale, des Pflanzenschutzes, des Nährsubstrats, der Verpackung, der Prüfungsregelung, der Kennzeichnung und der Plombierung die gleiche Gewähr bieten, über die Gleichstellungsfeststellung in Bezug auf Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten aus der Europäischen Union, die die Vorschriften und Bedingungen dieses Erlasses erfüllen.

Art. 16 - Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten werden bei ihrer Erzeugung und bei ihrem Inverkehrbringen amtlich geprüft, um festzustellen, ob die im vorliegenden Erlass aufgeführten Vorschriften und Bedingungen eingehalten worden sind. CAC-Material wird stichprobenweise geprüft; Vorstufenmaterial, Basismaterial und zertifiziertes Material werden systematisch geprüft.

Art. 17 - Die Durchführungsbestimmungen für die in Artikel 6 vorgesehenen Kontrollen und die in den Artikeln 11 und 16 vorgesehene amtliche Prüfung einschließlich der Probenahmeverfahren werden falls erforderlich nach den durch die Europäische Union festgelegten Durchführungsbestimmungen vom Minister festgelegt.

Art. 18 - § 1. Erweist es sich bei der Überwachung und der Überprüfung nach Artikel 7, § 4, bei der amtlichen Prüfung nach Artikel 16 oder den Prüfungen nach Artikel 19, dass in den Verkehr gebrachtes Vermehrungsmaterial bzw. in den Verkehr gebrachte Pflanzen von Obstarten den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht entsprechen, so ergreift die Dienststelle alle geeigneten Maßnahmen, um sicherzustellen, dass sie mit diesen Anforderungen in Einklang gebracht werden oder, falls dies nicht möglich ist, um das Inverkehrbringen dieses Vermehrungsmaterials bzw. dieser Pflanzen von Obstarten innerhalb der Gemeinschaft zu verhindern.

§ 2. Erweist es sich, dass Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten, die durch einen Versorger in den Verkehr gebracht werden, die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht erfüllen, so stellt die Dienststelle sicher, dass gegen diesen Versorger in geeigneter Weise vorgegangen wird. Wird dem Versorger verboten, Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten in den Verkehr zu bringen, so unterrichtet die Dienststelle die Kommission und die auf nationaler Ebene zuständigen Einrichtungen der Mitgliedstaaten.

§ 3. Die Maßnahmen nach § 2 werden so schnell wie möglich zurückgenommen, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten, die von dem betreffenden Versorger zum Inverkehrbringen bestimmt werden, künftig die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Art. 19 - Die Dienststelle führt Prüfungen oder Tests an Proben durch, damit festgestellt werden kann, ob Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Art. 20 - § 1. Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Kontrolle des Vermehrungsmaterials und der Pflanzen von Obstarten, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erzeugt und für das Inverkehrbringen bestimmt sind, und sorgt für die Anwendung der Vorschriften des vorliegenden Erlasses.

§ 2. Der Minister kann die im vorliegenden Erlass erwähnten Aufgaben, die unter der Aufsicht und Kontrolle der Dienststelle zu erfüllen sind, juristischen Personen des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts, die im Rahmen ihrer behördlich genehmigten Satzung ausschließlich für spezifische öffentliche Aufgaben zuständig sind, übertragen, sofern die juristische Person und ihre Mitglieder am Ergebnis der von ihnen getroffenen Maßnahmen kein persönliches Interesse haben. Im Fall von Übertragung der Kontrolle muss die Regelung der Kontrolle die Avalierung der Dienststelle erhalten.

§ 3. Erweist es sich bei einer amtlichen Prüfung, dass Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten in den Verkehr nicht gebracht werden können, weil sie den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht entsprechen, so ergreift die Dienststelle die geeigneten Maßnahmen.

Art. 21 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

Art. 22 - Der Königliche Erlass vom 15. Mai 1995 über das Inverkehrbringen von Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung, von Zierpflanzen, von Gemüsesetzlingen und von Vermehrungsmaterialien dieser Pflanzen, mit Ausnahme der Gemüsesaatgüter, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 1999, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Artikel 1, § 1 wird der erste Strich aufgehoben;
- 2° in Artikel 3, a) wird der Wortlaut "von Pflanzen von Obstarten" gestrichen;
- 3° in Artikel 3, b) wird der Wortlaut "von Obstarten oder" gestrichen;
- 4° in Artikel 3 werden die Punkte b), d), e), f), g), i) et j) aufgehoben;
- 5° in Artikel 4 wird § 1 aufgehoben;
- 6° in Artikel 5, § 2, Absatz 2, 1. Satz wird der Wortlaut "drei Jahre (Pflanzen von Obstarten) und" gestrichen;
- 7° in Artikel 7 wird § 1 aufgehoben;
- 8° in Artikel 9 werden Punkt 1° von § 1, erster Absatz von § 2, Punkt 1° von § 3 und § 5 aufgehoben;
- 9° in Artikel 11 wird § 1 aufgehoben; in § 3, 1. Absatz, 1. Satz wird der Wortlaut "von Obstarten" gestrichen;
- 10° in Artikel 15 wird die Zahl "1" gestrichen;
- 11° in Artikel 17 wird der letzte Satz gestrichen;
- 12° Anlage 1 wird aufgehoben.

Art. 23 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 21. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE

Liste der Gattungen und Arten, auf die der vorliegende Erlass Anwendung findet:

Castanea sativa Mill.
Citrus L.
Corylus avellana L.
Cydonia oblonga Mill.
Ficus carica L.
Fortunella Swingle
Fragaria L.
Juglans regia L.
Malus Mill.
Olea europaea L.
Pistacia vera L.
Poncirus Raf.
Prunus amygdalus Batsch
Prunus armeniaca L. Prunus avium (L.) L.
Prunus cerasus L.
Prunus domestica L.
Prunus persica (L.) Batsch
Prunus salicina Lindley
Pyrus L.
Ribes L.
Rubus L.
Vaccinium L.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung beigefügt zu werden.

Namur, den 21. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1216

[2005/201354]

21 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, van siergewassen, van groentegewassen en van teeltmateriaal van deze gewassen, met uitzondering van groentezaad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1999;

Gelet op de Richtlijn 92/34/EEG van de Raad van 28 april 1992 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, gewijzigd bij de Richtlijnen 2003/61/EG van de Commissie van 18 juni 2003 en 2003/111/EG van de Commissie van 26 november 2003;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid, d.d. 11 april 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van de Richtlijn 2003/111/EG onverwijld moeten worden omgezet en uiterlijk 31 oktober 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit betreft het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt en waarvan de geslachten en soorten staan vermeld in bijlage, alsook van hybriden daarvan.

Dit besluit is tevens van toepassing op het in de handel brengen van onderstammen en andere plantedelen van andere geslachten of soorten of van hybriden daarvan, wanneer materiaal van de in bijlage vermelde geslachten of soorten of hun hybriden daarop wordt of moet worden geënt.

De Minister van Landbouw, hierna de Minister genoemd, kan wijzigingen aanbrengen aan de lijst van de in bijlage vermelde geslachten en soorten, overeenkomstig de door de Europese Unie genomen beslissingen.

Art. 2. Dit besluit geldt niet voor teeltmateriaal of gewassen waarvan is aangetoond dat ze bestemd zijn voor uitvoer naar landen buiten de Europese Unie indien ze nauwkeurig als dusdanig geïdentificeerd en voldoende geïsoleerd zijn.

De uitvoeringsmaatregelen, inzonderheid die betreffende identificatie en afzondering, worden door de Minister vastgesteld, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

Art. 3. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

Art. 4. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° teeltmateriaal : zaad, plantedelen en alle plantmateriaal, inclusief onderstammen, bestemd voor de vermeerdering en de productie van fruitgewassen;

2° fruitgewassen : de gewassen die bestemd zijn om, nadat zij in de handel zijn gebracht, te worden uitgeplant of herplant;

3° prebasismateriaal : teeltmateriaal :

a) die volgens algemeen aanvaarde methoden werden bekomen met het oog op de instandhouding van de identiteit van het ras alsmede ter voorkoming van ziekten. De identiteit omvat de relevante kenmerken in verband met de pomologische kwaliteit, die door de Minister kunnen worden vastgesteld overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

b) die dienen voor de productie van basismateriaal;

c) die voldoen aan de voor prebasismateriaal geldende eisen die zijn opgenomen in de ter uitvoering van artikel 5 voor de betrokken soorten vastgestelde schema's;

d) waarvan bij officiële inspectie is erkend dat zij aan bovenbedoelde eisen voldoen;

4° basismateriaal : teeltmateriaal :

a) die volgens algemeen aanvaarde methoden werden bekomen met het oog op de instandhouding van de identiteit van het ras alsmede ter voorkoming van ziekten. De identiteit omvat de relevante kenmerken in verband met de pomologische kwaliteit, die door de Minister kunnen worden vastgesteld overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen. Basismateriaal moet in een bekend aantal stadia vegetatief uit prebasismateriaal verkregen zijn;

b) die dienen voor de productie van gecertificeerd materiaal;

c) die voldoen aan de voor basismateriaal geldende eisen die zijn opgenomen in de ter uitvoering van artikel 5 voor de betrokken soorten vastgestelde schema's;

d) waarvan bij een door de Dienst uitgevoerde inspectie is erkend dat zij aan bovenbedoelde eisen voldoen;

5° gecertificeerd materiaal : teeltmateriaal en fruitgewassen :

a) die in een bekend aantal stadia vegetatief uit basismateriaal zijn verkregen;

b) die voldoen aan de voor gecertificeerd materiaal geldende eisen die zijn opgenomen in de ter uitvoering van artikel 5 voor de betrokken soorten vastgestelde schema's;

c) waarvan bij een door de Dienst uitgevoerde inspectie is erkend dat zij aan bovenbedoelde eisen voldoen;

6° CAC-materiaal (Conformitas Agraria Communitatis): teeltmateriaal en fruitgewassen die voldoen aan de minimumeisen die voor deze categorie zijn opgenomen in het in uitvoering van artikel 5 van dit besluit voor de betrokken soort vastgestelde schema;

7° virusvrij materiaal (v.f.) (v.f. = virus free): teeltmateriaal en fruitgewassen:

a) die volgens internationaal erkende wetenschappelijke methoden werden getest en vrij zijn bevonden van besmetting;

b) die bij een inspectie tijdens de groei vrij zijn bevonden van symptomen van virussen of virusachtige ziekteverwekkers;

c) die in stand zijn gehouden op een wijze die de afwezigheid van infecties garandeert;

d) die geacht worden vrij te zijn van alle virussen en virusachtige ziekteverwekkers waarvan bekend is dat zij in de Europese Gemeenschap bij de betrokken soort voorkomen.

Materiaal dat vegetatief en in rechte lijn in een specifiek aantal stadia uit dergelijk materiaal is voortgekweekt, dat bij inspectie tijdens de groei vrij is bevonden van symptomen van virussen of virusachtige ziekteverwekkers en dat is geproduceerd en in stand gehouden op een wijze die de afwezigheid van infecties garandeert, wordt eveneens geacht virusvrij te zijn. Het specifieke aantal stadia wordt aangegeven in het ter uitvoering van artikel 5 voor de betrokken soort vastgestelde schema;

8° virusgetoetst materiaal (v.t.) (v.t. = virus tested): teeltmateriaal en fruitgewassen:

a) die volgens internationaal erkende wetenschappelijke methoden werden getest en vrij zijn bevonden van besmetting;

b) dat bij inspectie tijdens de groei vrij is bevonden van symptomen van virussen of virusachtige ziekteverwekkers;

c) die in stand zijn gehouden op een wijze die de afwezigheid van infecties garandeert;

d) die geacht worden vrij te zijn van bepaalde gevaarlijke virussen en virusachtige ziekteverwekkers waarvan bekend is dat zij in de Europese Gemeenschap bij de betrokken soort voorkomen en die in staat zijn de gebruikswaarde van het materiaal te verminderen.

Materiaal dat vegetatief en in rechte lijn in een specifiek aantal stadia uit dergelijk materiaal is voortgekweekt, dat bij inspectie tijdens de groei vrij is bevonden van symptomen van virussen of virusachtige ziekteverwekkers en dat is geproduceerd en in stand gehouden op een wijze die de afwezigheid van infecties garandeert, wordt eveneens geacht virusgetoetst te zijn. Het specifieke aantal stadia wordt aangegeven in het ter uitvoering van artikel 5 voor de betrokken soort vastgestelde schema;

9° leverancier: elke natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve minstens één van de volgende activiteiten verricht met betrekking tot teeltmateriaal of fruitgewassen: vermeerderen, produceren, beschermen en/of behandelen en in de handel brengen;

10° afzet: het ter beschikking of in voorraad houden, tentoonstellen of te koop aanbieden, verkopen en/of leveren aan een andere persoon, in gelijk welke vorm, van teeltmateriaal of fruitgewassen;

11° partij: een aantal eenheden van een uniek product, identificeerbaar door zijn homogene samenstelling en oorsprong;

12° laboratorium: een publiek- of privaatrechtelijke dienst die analyses uitvoert en adequate diagnoses stelt aan de hand waarvan de producent de kwaliteit van de productie kan controleren;

13° Minister: de Minister van Landbouw;

14° Dienst: de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 5. § 1. Overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen stelt de Minister voor elk van de in bijlage bij dit besluit bedoelde geslachten en soorten een schema op waarin wordt verwezen naar de bij de Richtlijn 2000/29/EG betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen en de verspreiding in de Gemeenschap van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen vastgestelde fytosanitaire eisen; dat schema bevat:

1° de voorwaarden betreffende kwaliteit en fytosanitaire toestand waaraan CAC-materiaal moet voldoen, inzonderheid de voorwaarden inzake het toegepaste vermeerderingsprocédé, de zuiverheid van het staand gewas en, behalve in het geval van onderstammen waarvan het materiaal niet tot een ras behoort, het rasaspect;

2° de voorwaarden waaraan prebasismateriaal, basismateriaal en gecertificeerd materiaal moeten voldoen inzake kwaliteit, fytosanitaire toestand, de toegepaste onderzoeksmethoden en testprocedures, het (de) toegepaste vermeerderingssyste(m)(en) en, behalve in het geval van onderstammen waarvan het materiaal niet tot een bepaald ras behoort, het rasaspect;

3° de voorwaarden waaraan onderstammen en andere plantedelen van andere geslachten of soorten moeten voldoen wanneer teeltmateriaal van het betrokken geslacht of de betrokken soort daarop wordt geënt.

§ 2. Wanneer in het schema melding wordt gemaakt van virusvrij (v.f.) of virusgetoetst (v.t.) materiaal, moeten de betrokken virussen en verwante virusachtige ziekteverwekkers daarin worden vermeld.

Deze bepaling is mutatis mutandis van toepassing wanneer wordt verwezen naar een kwalificatie betreffende het vrij zijn van andere schadelijke organismen dan virussen of verwante ziekteverwekkers of naar een kwalificatie betreffende de toetsing op de aanwezigheid van deze organismen.

In geval van het in § 1, 1°, bedoelde materiaal wordt niet verwezen naar de kwalificaties "v.f." of "v.t."

In geval van het in § 1, 2°, van dit artikel bedoelde materiaal wordt naar bovengenoemde kwalificaties verwezen indien dit voor het betrokken geslacht of de betrokken soort relevant is.

Art. 6. § 1. De leveranciers treffen alle noodzakelijke maatregelen om ervoor te zorgen dat in alle fasen van de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en fruitgewassen aan de bij dit besluit vastgestelde normen wordt voldaan.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 moeten de leveranciers controles op de volgende grondslagen zelf uitvoeren of die laten uitvoeren door een leverancier erkend door de Dienst:

1° identificatie van de kritische punten in hun productieproces op basis van de toegepaste productiemethoden;

2° uitwerking en toepassing van methoden voor toezicht op en controle van de in punt 1° bedoelde kritische punten;

3° nemen van monsters voor analyse in een door de Minister erkend laboratorium om te controleren of aan de normen van dit besluit is voldaan;

4° registratie, hetzij schriftelijk, hetzij op een andere bestendiging gerichte wijze, van de in punten 1°, 2° en 3° bedoelde gegevens alsmede bijhouden van een register betreffende de productie en het in de handel brengen van teeltmateriaal en fruitgewassen. Dit register moet ter beschikking van de Dienst worden gehouden. Deze documenten en registers dienen te worden bewaard gedurende ten minste drie jaar. Leveranciers die hun activiteiten in dit verband beperken tot enkel distributie van niet op hun eigen bedrijf geproduceerd en verpakt teeltmateriaal en fruitgewassen hoeven evenwel alleen een register of onuitwisbaar bewijs bij te houden van de aan- en verkoop en/of levering van het teeltmateriaal en de fruitgewassen.

Dit lid is niet van toepassing op leveranciers die hun activiteiten in dit verband beperken tot het leveren van kleine hoeveelheden aan niet-professionele eindverbruikers.

§ 3. Indien uit de resultaten van hun eigen controles of uit de informatie waarover de in § 1 van dit artikel bedoelde leveranciers beschikken, blijkt dat het aantal van de organismen gespecificeerd op de overeenkomstig artikel 5 opgestelde schema's hoger ligt dan normaliter met de normen verenigbaar is, dienen die leveranciers dit onmiddellijk aan de Dienst te melden en de door deze opgelegde maatregelen of elke andere maatregel te treffen die noodzakelijk is om het risico van verspreiding van de schadelijke organismen in kwestie te verminderen. De leveranciers houden een register bij van alle gevallen waarin schadelijke organismen op hun bedrijf zijn voorgekomen en van alle maatregelen die in verband daarmee zijn genomen.

§ 4. De uitvoeringsbepalingen van § 2, tweede lid, worden vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

Art. 7. § 1. De Dienst erkent leveranciers wanneer zij hebben vastgesteld dat hun productiemethoden en bedrijfsvoorzieningen voldoen aan de eisen van dit besluit met betrekking tot de aard van de activiteiten die zij uitoefenen. Wanneer een leverancier besluit andere activiteiten te verrichten dan die waarvoor hij is erkend, is een nieuwe erkenning nodig.

§ 2. De Dienst erkent laboratoria wanneer hij heeft vastgesteld dat deze laboratoria, de procédés, de bedrijfsvoorzieningen en het personeel voldoen aan de eisen van dit besluit. Die eisen worden gepreciseerd door de Minister met betrekking tot de controleactiviteiten die zij uitoefenen en overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen. Wanneer een laboratorium besluit andere activiteiten te verrichten dan die waarvoor hij is erkend, is een nieuwe erkenning nodig.

§ 3. Wanneer niet meer voldaan wordt aan de in § 1 en § 2 bedoelde eisen, neemt de Dienst de nodige maatregelen en kan de erkenning van laboratoria, eventueel tijdelijk, geheel of gedeeltelijk intrekken. Daartoe houdt hij in het bijzonder rekening met de conclusies van alle controles, eventueel verricht door de deskundigen van de Europese Commissie.

§ 4. Op gezette tijden worden de leveranciers, bedrijven en laboratoria onderworpen aan toezicht en controle door of onder de verantwoordelijkheid van de Dienst. De Dienst dient te allen tijde vrije toegang te hebben tot alle delen van de bedrijven, ten einde zich ervan te vergewissen dat aan de eisen van dit besluit wordt voldaan. De uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht en de controle worden zo nodig vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen. Indien bij het toezicht en de controles blijkt dat niet aan de eisen van dit besluit wordt voldaan, neemt de Dienst passende maatregelen.

Art. 8. § 1. Het teeltmateriaal en de fruitgewassen mogen alleen door erkende leveranciers in de handel worden gebracht mits zij daarenboven voldoen aan de eisen voor Conformitas Agraria Communitatis (CAC) die in het in artikel 5 bedoelde schema staan vermeld.

§ 2. Prebasismateriaal, basismateriaal en gecertificeerd materiaal mogen alleen gecertificeerd worden wanneer ze behoren tot een in artikel 10, § 2, 1° bedoeld ras en voldoen aan de eisen die voor de betrokken categorie in het in artikel 5 van dit besluit bedoelde schema staan. De categorie moet worden vermeld op het in artikel 12 bedoelde officiële document.

Wat het rasaspect betreft, is het mogelijk om in de overeenkomstig artikel 5 op te stellen schema's in een vrijstelling te voorzien voor onderstammen waarvan het materiaal niet tot een ras behoort.

Art. 9. Artikel 8 is niet van toepassing op teeltmateriaal of fruitgewassen bestemd voor a) proeven of wetenschappelijke doeleinden, of b) selectie, of c) maatregelen met het oog op de instandhouding van de genetische diversiteit.

De uitvoeringsbepalingen van de punten a), b) en c) worden zo nodig vastgesteld door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

Art. 10. § 1. Teeltmateriaal en fruitgewassen worden alleen in de handel gebracht met vermelding van het ras waartoe zij behoren. Wanneer, bij onderstammen, het materiaal niet tot een ras behoort, wordt er verwezen naar de betrokken soort of naar de betrokken interspecifieke hybride.

§ 2. De rassen waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel moeten :

1° hetzij algemeen bekend zijn, dat wil zeggen beschermd zijn overeenkomstig bepalingen betreffende de bescherming van kweekproducten, of op al dan niet vrijwillige basis officieel geregistreerd zijn;

2° hetzij met hun benaming en een gedetailleerde beschrijving voorkomen op lijsten van leveranciers. Die lijsten moeten op aanvraag ter inzage liggen bij de Dienst.

Van ieder ras moet een beschrijving worden gegeven en voor zover mogelijk moet het ras in alle lid-Staten dezelfde benaming hebben, overeenkomstig aanvaarde internationale richtsnoeren.

§ 3. De rassen, met inbegrip van die welke vóór 1993 in de handel werden gebracht op het Belgische grondgebied, kunnen officieel geregistreerd worden indien gebleken is dat zij voldoen aan bepaalde officieel goedgekeurde voorwaarden en indien zij een officiële omschrijving hebben. De rassen die vóór 1993 in de handel werden gebracht op het Belgische grondgebied kunnen ook officieel worden geregistreerd indien ze vóór 30 juni 2000 zijn bevestigd volgens de procedure vastgesteld bij de Richtlijn 92/34/EEG van de Raad, met een gedetailleerde omschrijving indien zij in ten minste twee lid-Staten van de Europese Unie officieel zijn geregistreerd.

§ 4. Behalve wanneer het aspect ras uitdrukkelijk wordt genoemd in het in artikel 5 bedoelde schema, heeft het bepaalde in § 1 en § 2 geen verdere gevolgen voor de Dienst.

§ 5. De eisen voor de in § 2 onder 1 bedoelde officiële registratie worden vastgesteld volgens de door de Minister besloten procedure, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen en rekening houdend met de stand van wetenschap en techniek, en behelzen :

1° de voorwaarden voor officiële toelating die met name betrekking kunnen hebben op de eigenheid, bestendigheid en voldoende homogeniteit;

2° de kenmerken die bij het onderzoek van de verschillende soorten ten minste dienen te worden onderzocht;

3° de minimumeisen voor het verrichten van het onderzoek;

4° de maximumperiode waarvoor de officiële toelating van een ras geldt.

§ 6. De Minister stelt een lijst op van de officieel geregistreerde rassen.

Art. 11. § 1. Tijdens de groei, het rooien of het wegnemen van enten bij het uitgangsmateriaal worden teeltmateriaal en fruitgewassen in afzonderlijke partijen gehouden.

§ 2. Wanneer teeltmateriaal of fruitgewassen van verschillende oorsprong bij verpakking, opslag, vervoer of levering worden samengevoegd of gemengd, houdt de leverancier een register bij met de samenstelling van de partij en oorsprong van de samenstellende delen.

§ 3. Door middel van officiële inspecties waakt de Dienst erover dat de in § 1 en § 2 bedoelde voorschriften in acht worden genomen.

Art. 12. Onverminderd artikel 11, § 2, mogen teeltmateriaal en fruitgewassen slechts in voldoende homogene partijen in de handel worden gebracht indien zij :

1° hetzij gekwalificeerd zijn als CAC-materiaal en vergezeld gaan van een document dat door de leverancier is opgemaakt in overeenstemming met de voorwaarden die zijn opgenomen in het in artikel 5 bedoelde schema. Wanneer op dit document een officiële verklaring voorkomt, moet deze duidelijk van de rest van de inhoud van het document gescheiden zijn,

of

2° hetzij gekwalificeerd zijn als prebasismateriaal, basismateriaal of gecertificeerd materiaal en als zodanig gecertificeerd zijn door de Dienst in overeenstemming met de voorwaarden die zijn opgenomen in het in artikel 5 bedoelde schema.

Zo nodig worden de voorschriften inzake waarmerken en/of verpakken van teeltmateriaal en/of van fruitgewassen, opgenomen in het in artikel 5 van dit besluit bedoelde schema.

Bij levering van teeltmateriaal en fruitgewassen door de kleinhandel aan de eindverbruikers die geen beroepsbeoefenaars zijn, kunnen de etiketteringsvoorschriften worden beperkt tot de noodzakelijke informatie betreffende het product.

Art. 13. De Dienst kan ontheffing verlenen :

1° van toepassing van artikel 12 aan kleine producenten waarvan de volledige productie en verkoop van teeltmateriaal en fruitgewassen bestemd is voor uiteindelijk gebruik door personen op de lokale markt die niet beroepshalve betrokken zijn bij de productie van gewassen (lokaal verkeer);

2° van de in artikel 17 bedoelde officiële controles en inspectie, voor lokaal verkeer van teeltmateriaal en fruitgewassen, voortgebracht door aldus vrijgestelde personen.

Toepassingsmaatregelen betreffende andere eisen inzake de in 1° en 2° bedoelde ontheffingen, in het bijzonder voor de begrippen "kleine producenten" en "lokale markt" en betreffende de procedures dienaangaande, worden door de Minister getroffen overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

Art. 14. In geval van tijdelijke moeilijkheden bij de levering van teeltmateriaal of fruitgewassen die voldoen aan de eisen van dit besluit, kunnen volgens de door de Minister vastgestelde procedure overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen, bepalingen worden genomen die ertoe strekken het in de handel brengen van deze producten aan minder stringente eisen te onderwerpen.

Art. 15. Zolang de Europese Unie geen beslissing terzake heeft genomen, beslist de Minister of het teeltmateriaal en de fruitgewassen die buiten de Europese Unie zijn geproduceerd en dezelfde garanties bieden inzake verplichtingen van de leverancier, identiteit, kenmerken, fytosanitaire aspecten, substraat, verpakking, voorschriften met betrekking tot inspectie, waarmerking en plombering in al deze opzichten gelijkwaardig zijn aan materiaal dat in de Europese Unie is geproduceerd en aan de eisen en voorschriften van dit besluit voldoen.

Art. 16. Teeltmateriaal en fruitgewassen worden tijdens de productie en het in de handel brengen officieel geïnspecteerd ten einde na te gaan of de eisen en voorwaarden van dit besluit in acht zijn genomen. Alleen CAC-materiaal wordt steekproefsgewijs geïnspecteerd; prebasismateriaal, basismateriaal en gecertificeerd materiaal worden systematisch gecontroleerd.

Art. 17. De uitvoeringsbepalingen betreffende de in artikel 6 van dit besluit bedoelde controles en de in artikelen 11 en 16 van dit besluit bedoelde officiële inspecties, inclusief bemonsteringsmethoden, worden, voorzover nodig en overeenkomstig de door de Europese Unie bepaalde uitvoeringsbepalingen, door de Minister vastgesteld.

Art. 18. § 1. Wanneer bij het toezicht en de controle bedoeld in artikel 7, § 4, de officiële inspectie bedoeld in artikel 16 of de proeven bedoeld in artikel 19 blijkt dat in de handel gebracht teeltmateriaal of fruitgewassen niet aan de eisen van dit besluit voldoen, neemt de Dienst passende maatregelen om te bewerkstelligen dat deze producten aan deze bepalingen voldoen of, indien zulks niet mogelijk is, om het in de handel brengen in de Gemeenschap van teeltmateriaal of fruitgewassen die daar niet aan voldoen te verbieden.

§ 2. Wanneer blijkt dat teeltmateriaal of fruitgewassen die door een bepaalde leverancier in de handel worden gebracht niet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit voldoen, draagt de Dienst er zorg voor dat tegen deze leverancier passende maatregelen worden genomen. Wanneer deze leverancier teeltmateriaal of fruitgewassen niet in de handel mag brengen, stelt de Dienst de Commissie en de bevoegde nationale instanties in de lid-Staten in kennis van dit verbod.

§ 3. Krachtens § 2 van dit artikel genomen maatregelen worden ingetrokken zodra met voldoende zekerheid is vastgesteld dat teeltmateriaal of fruitgewassen bestemd om in de handel te worden gebracht door de leverancier in de toekomst zullen voldoen aan de eisen en voorwaarden van dit besluit.

Art. 19. Proeven of analyses worden door de Dienst uitgevoerd op monsters om na te gaan of het teeltmateriaal van fruitgewassen voldoet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit.

Art. 20. § 1. De Minister stelt de controlevoorschriften vast voor teeltmateriaal en fruitgewassen die op het grondgebied van het Waalse Gewest worden geproduceerd en bestemd zijn om in de handel te worden gebracht en ziet erop toe dat de voorschriften van dit besluit worden toegepast.

§ 2. De Minister kan de in dit besluit bedoelde taken opdragen, te vervullen onder het gezag en de controle van de Dienst, aan elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die krachtens zijn officieel erkende statuten uitsluitend belast is met specifieke opdrachten van openbaar nut, op voorwaarde dat die rechtspersoon en zijn leden geen persoonlijk voordeel halen uit het resultaat van de door hen getroffen maatregelen. Wanneer de controle gedelegeerd is, moet het controlereglement de instemming krijgen van de Dienst.

§ 3. Wanneer bij een officiële inspectie wordt vastgesteld dat teeltmateriaal en gewassen niet in de handel mogen worden gebracht omdat zij niet voldoen aan in dit besluit bedoelde voorwaarden, neemt de Dienst passende officiële maatregelen.

Art. 21. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft in overeenstemming met hetgeen is bepaald in de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

Art. 22. In het koninklijk besluit van 15 mei 1995 betreffende het in de handel brengen van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, van siergewassen, van groentegewassen en van teeltmateriaal van deze gewassen, met uitzondering van groentezaad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 1, § 1 : wordt het eerste streepje opgeheven;
- 2° in artikel 3, a) : worden de woorden "van fruitgewassen" geschrapt;
- 3° in artikel 3, b) : worden de woorden "- of fruit" geschrapt;
- 4° in artikel 3 : worden de punten b), d), e), f), g), i) en j) opgeheven;
- 5° in artikel 4 : wordt § 1 opgeheven;
- 6° in artikel 5, § 2, tweede lid, eerste zin : worden de woorden "drie jaar (fruitgewassen) of" geschrapt;
- 7° in artikel 7 : wordt § 1 opgeheven;
- 8° in artikel 9 : worden punt 1° van § 1, het eerste lid van § 2, punt 1° van § 3 alsook § 5 opgeheven;
- 9° in artikel 11 : wordt § 1 opgeheven; in § 3, eerste lid, eerste zin : wordt "fruit-" geschrapt;
- 10° in artikel 15 : wordt het getal "1" geschrapt;
- 11° in artikel 17 : wordt de laatste zin geschrapt;
- 12° bijlage 1 wordt opgeheven.

Art. 23. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Lijst van geslachten en soorten waarvoor dit besluit van toepassing is :

Castanea sativa Mill.
Citrus L.
Corylus avellana L.
Cydonia oblonga Mill.
Ficus carica L.
Fortunella Swingle
Fragaria L.
Juglans regia L.
Malus Mill.
Olea europaea L.
Pistacia vera L.
Poncirus Raf.
Prunus amygdalus Batsch
Prunus armeniaca L. Prunus avium (L.) L.
Prunus cerasus L.
Prunus domestica L.
Prunus persica (L.) Batsch
Prunus salicina Lindley
Pyrus L.
Ribes L.
Rubus L.
Vaccinium L.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt.

Namen, 21 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN